



RENDEZ-VOUS SUR LE STAND DU PCF 15^{ème}!

Et sur le stand du Collectif PCF-RATP.

Campagnes politiques contre l'UE du capital.

Débats—services publics, Euro. Vente de livres politiques et de livres d'occasion.

Bar antillais avec punch et boudins de Juju.

Animation musicale avec Martial et Olivier (G.Brassens)

Réservez vos journées. Commandez la vignette (Emile: 06 10 85 25 10).

Par delà 2012, donner leur impact décisif aux luttes

Dans 9 mois les élections présidentielles... Voilà déjà 4 ans que le système fait tout pour persuader qu'un changement ne peut provenir que de ce choix de personne. Le quinquennat, fruit de l'accord Chirac-Jospin de 2000, a aggravé ce travers institutionnel de la 5^{ème} République en subordonnant les législatives aux présidentielles.

L'enfermement de la perspective sur 2012 a déjà bloqué l'alternative politique portée par le mouvement populaire. Un rapport de force considérable s'est manifesté pour faire reculer Woerth. Mais tout a été reporté sur 2012. Au nom de l'unité, on n'a pas voulu se démarquer radicalement des positions de ceux (PS et cie) qui acceptent l'allongement de la durée de cotisation ou la casse des régimes spéciaux. Comment rassembler ensuite dans l'action pour la retraite à 60 ? A la fin, on a pu lire ainsi que la contestation sociale se serait heurtée à l'intransigeance de « l'hyperprésident ». Alors que des millions de personnes étaient dans la rue avec le soutien de 70% de la population ! A leur façon, les autocollants consternants du PG (« Casse-toi pov'con ! ») ont aussi contribué à détourner la perspective vers 2012. **L'analyse de l'échec du mouvement pour les retraites reste essentielle.**

Dans les mois qui viennent, la campagne électorale va écraser encore davantage toute la vie publique et le mouvement social. Le jeu de rôles des partis finit de se mettre en place.

Bien sûr, il faudra battre Sarkozy. Sa réélection donnerait le signal au capital qu'il peut tout se permettre en France.

Mais pour cela, « l'unité » et le vote « utile » vont se porter sur le PS, dont l'essentiel des positions économiques et sociales sont de la même inspiration. Le petit jeu des primaires accentue encore la personnalisation, la dépolitisation des enjeux. Il ne peut pas faire oublier que Hollande, Aubry, comme l'ex-patron du FMI, partagent le même programme : même objectif d'austérité, même adhésion inconditionnelle à l'UE, à l'euro...

Le système a complété le piège électoral en ravivant l'extrême-droite. Le FN de Marine Le Pen a pour fonction d'étouffer le débat politique, de caricaturer et de diaboliser certaines positions comme la remise en cause de l'euro.

Dans cette situation, communistes, que faire ? Continuons à donner, même à contre-courant, la priorité au mouvement populaire, aux luttes qui continuent de se développer (Carrefour, PSA, aviation...)

Contribuons à faire battre la droite et l'extrême-droite sans laisser planer d'illusions sur un changement véritable avec le PS ! Un mois avant d'être élu, le PS grec promettait des augmentations de salaires de 5%...

Continuons à mettre en avant les propositions sur lesquelles les luttes peuvent converger, notamment de rupture avec l'UE du capital : (re) nationalisations, retour aux monopoles publics, refus de l'application des directives et traité européens ; abrogation de la loi Bachelot, restauration intégrale du financement de la Sécurité sociale par la cotisation sociale; augmentation du SMIC à 1600 euros net avec le rétablissement d'une échelle mobile des salaires et la reconnaissance des qualifications. Etc.

Il ne s'agit pas pour nous de multiplier comme JL. Mélenchon les surenchères électorales gratuites : « si je suis élu » mais de souligner les ruptures essentielles.

Nous vivons une période d'aiguïsement, partout en Europe, en Afrique du Nord, de l'affrontement de classe. Rien n'est prévisible. Le peuple va avoir besoin d'un Parti communiste fort.

La Fête de l'Humanité sera l'occasion pour nous de répondre présents.



Quand ils posaient ensemble sur Paris Match pour défendre leur constitution européenne!

Anne Hidalgo, la promotrice des promoteurs à Paris, porte-parole de Martine Aubry! Il faut être ambidextre pour y voir une « aile gauche »!

Elections 2012—Consultation PCF

Résultats du vote interne dans la section du 15^{ème} arrdt de Paris, 16, 17, 18 juin 2011

Adhérents : **158**
Ayant réglé les trois derniers mois de cotisation : **91**
Votants : **84** (+ un vote arrivé hors délais)
Exprimés : **84**

Choix 1 – Proposition de la conférence nationale (Mélenchon) : **1**
Choix 2 - Même Front de gauche mais avec A. Chassaigne : **0**
Choix 3 : **83**

RAPPEL, LE TEXTE DU CHOIX N°3 DU BULLETIN DE VOTE

« *Le PCF doit accorder la priorité au mouvement populaire. L'immense colère sociale, les luttes peuvent faire reculer la politique du capital. Pour les élections de 2012, il est nécessaire d'élabo-*

rer, en lien avec l'action des militants, un programme communiste porteur de propositions de rupture.

Opposants acharnés à la droite et à l'extrême-droite, nous ne devons semer aucune illusion sur une alternance derrière la social-démocratie. Le PCF a combattu historiquement l'UE du capital. Il doit continuer en remettant en cause l'application des textes européens et l'euro.

Combinaison politicienne, le Front de gauche ne correspond pas, en termes de contenu et de forme à notre recherche du rassemblement. Il efface le PCF alors que son renforcement, suivant sa raison d'être dans la lutte des classes, est l'une des clés du changement.

Pour la présidentielle, ma candidature, comme candidat du PCF, est proposée dans cet esprit.

Pour les législatives, les communistes doivent décider statutairement, souverainement, des candidats qu'ils présenteront ou soutiendront. »

La désignation de JL. Mélenchon comme candidat du PCF-Front de gauche à la présidentielle 2012 a été obtenue au forceps au prix de l'annulation du congrès du PCF, de l'impasse sur l'élaboration d'un programme communiste. Les prétendus accords sur le « programme partagé des orgas du Front de gauche » et sur les législatives ne sont même pas finalisés à cette date. La direction du PCF a dû peser de tout son poids pour faire valider son choix.

Le trouble suscité dépasse les adhérents du Parti. A la porte des entreprises, sur les marchés, des sympathisants, des salariés nous font part de leurs interrogations : « Pourquoi vous effacez-vous ? », « Comment vous pouvez vous retrouver derrière un socialiste comme Mélenchon ? ». Il y a quelque chose qui cloche. Mélenchon et le PCF, c'est tellement différent...

A notre assemblée du 6 juillet, nous avons convenu d'une expression publique, non polé-

mique, mettant en avant notre volonté de poursuivre nos campagnes de lutte, menées en tant que communistes.

Le poids écrasant de la campagne présidentielle est orchestré par le système pour faire oublier le rapport de force, réel, qui existe dans le pays pour commencer à rompre avec la politique du capital. Par les luttes. Sans rentrer dans les calculs et surenchères électoralistes. Ci-dessous notre déclaration publique.

Présidentielles 2012 : déclaration du PCF Paris 15^{ème}

Depuis plusieurs mois, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent laissait entendre que Jean-Luc Mélenchon serait son candidat pour l'élection présidentielle de 2012. Fin juin, cette candidature du « Front de gauche » a bien été ratifiée à la suite d'une consultation organisée par la direction du PCF.

Communistes de la section du PCF Paris 15^{ème}, nous nous sommes très majoritairement opposés à cette décision. Aujourd'hui, nous en prenons acte tout en conservant notre façon de penser.

D'ici les échéances électorales de 2012, les salariés et les habitants du 15^{ème} peuvent compter sur nous pour poursuivre et intensifier notre soutien à leurs combats, nos propres batailles dans leurs entreprises et leurs quartiers.

Cette période va être encore davantage écrasée, de tous côtés, par les jeux politiques, la personnification des enjeux, les surenchères électoralistes qui évincent la vraie condition du changement politique : la lutte, avant, pendant, après les élections.

Il ne viendra pas d'un changement d'équipe au pouvoir, même s'il faut battre la droite et l'extrême-droite, d'un aménagement de la politique antisociale de l'UE. L'expérience est faite.

La force des mobilisations populaires, comme en 2010 pour défendre les retraites, la multiplicité des luttes, le niveau d'opposition à la politique au service du capitalisme qui ravage la France et les autres pays d'Europe, ouvrent une autre perspective, celle de commencer à faire reculer concrètement cette politique d'où quelle vienne.

Nous en sommes convaincus. C'est la raison d'être de notre engagement.

En 2011 et en 2012, vous aurez besoin des communistes ! Organisez votre colère ! Adhérez au PCF dans le 15^{ème} arrondissement !

Avec les cheminots, engageons la bataille du rail contre la privatisation !

La marchandisation des trains de voyageurs est l'une des prochaines grandes étapes du processus de privatisation des grands services publics.

Elle rencontre une forte opposition des usagers et des populations. Elle se heurte à une forte résistance, organisée historiquement, parmi les cheminots.

L'idéologie « européenne » qui la justifie est complètement disqualifiée au vu des exemples désastreux dans les autres secteurs.

La défense de la SNCF sera en 2011 et 2012 un des grands points de convergences des luttes pour la défense et la reconquête des services publics nationalisés. D'autant plus que, vraisemblablement, le sale travail reviendra au gouvernement issu des élections de 2012, quel qu'il soit.

Ci-dessous le tract diffusé après le succès de la manifestation du 16 juin.



Hausse des tarifs (devenus incompréhensibles), retards, horaires aléatoires, fermeture de lignes, de guichets et même de gares, démantèlement du transport du fret augmentant la pollution routière... le service public de la SNCF, qui faisait et fait encore la fierté de notre pays, qui est une base de son développement, est attaqué frontalement par le processus de privatisation.

Le gouvernement, en lien avec l'UE, veut passer d'ici deux ans à une nouvelle étape, la mise en concurrence des trains de voyageurs, notamment régionaux. Le rapport de force existe, dans l'entreprise, dans les autres services publics, dans la population, pour mettre en échec cette politique.

Jeudi 16 juin 2011, 20.000 cheminots ont manifesté à Paris à l'appel de leurs organisations syndicales pour la défense du service public ferroviaire. Cette mobilisation est une étape dans la nouvelle bataille du rail qui s'engage.

La mise en concurrence du transport de voyageurs et la privatisation des activités de la SNCF est une priorité du pouvoir pour les toutes prochaines années, avant et après les élections de 2012.

Le processus à l'œuvre suit les exemples plus avancés, désastreux pour les salariés, les usagers et l'intérêt national, de France Télécom ou d'EDF-GDF (voir les augmentations de tarifs !).

L'Union européenne, le traité de Lisbonne et ses directives, servent, à nouveau, à la fois de prétextes et d'instruments à la marchandisation. Ils ont été adoptés en commun par la droite et le PS et sont appliqués de la même façon dans les pays d'Europe que les gouvernements soient de droite ou de « gauche ».

Souvenons-nous que c'est le gouvernement Jospin qui a divisé la SNCF en deux en séparant le réseau de l'exploitation et en créant RFF, Réseau ferré de France. A la collectivité, les investissements coûteux, les pertes, le « déficit », au privé à terme les activités les plus juteuses, les profits.

Autant dire que sur cette question politique comme sur les autres, ce qui sera décisif, c'est la mobilisation des salariés, la convergence de lutte, notamment avec les autres services publics, l'intervention des usagers.

Ce sera tout aussi vrai au niveau des régions, autorités organisatrices des Trains express régionaux, les TER qui pourraient être les premiers à être livrés au privé.

Dégradation de la qualité du service rendu, augmentation des coûts pour satisfaire les actionnaires, dégradation des conditions de travail et du statut de l'emploi : la logique de privatisation aboutit partout aux mêmes résultats.

La mise en concurrence du transport de marchandises en 2006 le confirme. Gouvernement et direction de la SNCF accélèrent le démantèlement de cette activité, abandonnent

le système du « wagon isolé » qui permet aux PME/PMI de recourir au rail, encouragent le développement du transport par camion, polluant, effectués par des salariés sous-payés, bientôt aux normes sociales de l'Europe de l'est pour le plus grand profit d'entreprises qui ne paient pratiquement pas les infrastructures routières.

Depuis 3 ans, 2,5 millions de

camions supplémentaires circulent sur les routes de France, dénonce la CGT.

La préparation de la privatisation se fait déjà largement sentir pour les voyageurs. Les tarifs, de plus en plus incompréhensibles, augmentent plus vite que l'inflation. Les retards se multiplient devant les suppressions de postes et les retards dans l'entretien des voies. Des trains sont supprimés. La direction de la SNCF annonce même le lancement de trains à horaire aléatoire !

Les gares et les guichets ferment.

La pression sur les agents s'accroît avec les suppressions d'emplois mais aussi avec la volonté des privatiseurs d'éradiquer l'esprit de service public qui anime les cheminots. Par exemple, le guichetier ne devrait plus être pour donner le meilleur renseignement mais pour vendre le plus de produits, utiles ou non. La casse du statut, des retraites, des cheminots, est à la fois un moyen de privatiser et celui d'abaisser les normes sociales de tous les travailleurs.

Cette nouvelle « bataille du rail », pour défendre la nationalisation gagnée au moment du Front populaire, peut et doit devenir l'affaire de tous, salariés de la SNCF, de la RATP, de tous les services publics confrontés à la même politique, usagers, citoyens.

ENSEMBLE,

- **Défendons la SNCF, entreprise publique intégrée !**
- **Exigeons les financements nécessaires au maintien et au développement du service public ferroviaire, aux investissements et aux embauches correspondant aux besoins du pays !**
- **Refusons l'application des directives européennes de marchandisation !**
- **Défendons, reconquérons le monopole public SNCF des transports ferroviaires !**

Le rapport de force existe pour gagner, faire reculer la politique au service de l'argent, d'où qu'elle vienne !

DEBAT Fête de l'Huma 2011

CONVERGENCES POUR LE SERVICE PUBLIC

- Pour les nationalisations
- Pour la reconquête des monopoles publics
- Pour le refus de l'application des traités, directives et règlements européens

Pas de « pause » électorale pour les luttes!

Stand du Collectif PCF RATP—
dimanche 18/09 à 10h30.

Travail gratuit obligatoire pour les allocataires du RSA : INTOLERABLE!

Texte de notre tract diffusé fin juin

Le jeune loup de l'UMP Laurent Wauquiez, ministre des affaires européennes, s'était lancé dans une attaque démagogique répugnante. Le patron de l'UMP Jean-François Copé remet ça.

Il s'agit une nouvelle fois d'opposer les salariés entre eux, en l'occurrence les salariés mal payés avec les salariés privés d'emploi percevant le RSA.

L'UMP accuse ces derniers de gagner trop ! Incroyable ! Qu'il y vienne ce propre M. Wauquiez, né dans la ouate patronale ou l'avocat d'affaires M. Copé ! Vivre avec 500 euros, 700 euros ou les à peine 1000 euros net du SMIC. Ils n'imaginent même pas ce que c'est.

Ils se permettent de les accuser moralement d'être des assistés et demandent qu'on les oblige à travailler gratuitement 5 ou 10 heures par semaine au nom « des droits et des devoirs ».

Cette politique d'humiliation permanente, d'atteinte à la dignité de celles et ceux qui se retrouvent dans les conditions les plus difficiles est contradictoire avec le travail d'insertion que les travailleurs sociaux et les personnes concernées mènent ensemble pour retrouver un emploi stable, vivre et faire vivre leur famille, reprendre pleinement leur place dans la vie sociale.

Mais ce n'est pas la préoccupation de MM. Copé et Wauquiez, tout au contraire.

Ce qu'ils veulent, c'est maintenir en concurrence des salariés très pauvres avec des salariés pauvres.

Ce qu'ils veulent, c'est que les patrons puissent profiter d'une main d'œuvre bon marché et même, pourquoi pas, gratuite.

Dès le départ, le RSA du ministre soi-disant de « gauche » d'un gouvernement de droite, Martin Hirsch, porte cette logique. Elle est malheureusement largement défendue au-delà de la « droite » dans les conseils généraux.

Il est inadmissible que 60% des chômeurs ne soient pas indemnisés, que les minima sociaux soient si faibles, que des jeunes en dessous de 25 ans n'aient rien pour vivre.

Seule une vie quotidienne décente peut permettre de sortir la tête de l'eau. Les chômeurs, les jeunes, ne demandent pas la charité, des stages bidon mais de vrais emplois, répondant aux vrais besoins. Il faut plus de moyens pour de vraies formations.

Les salariés les plus précarisés ne sont pas les ennemis des smicards et des autres salariés, tout au contraire. Le SMIC doit être porté à 1600 euros net avec la reconnaissance des qualifications et le rétablissement d'une échelle mobile des salaires.

Que l'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent. Le gouvernement en trouve pour diminuer l'impôt sur la fortune et les actionnaires du CAC 40 en ont empoché 43 milliards d'euros en dividendes ! Voilà où se trouvent les véritables parasites.

C'est entre ces gens là et nous, salariés, smicards ou Rmistes que se situe la « fracture sociale » et que doit se développer la lutte des classes !

Dénoncer la « prime sur dividende » :

Avec la « prime » sur dividende, le gouvernement a créé une nouvelle arme contre les salaires. Il est obligé de prendre compte de la colère devant l'explosion des profits des grandes entreprises, des dividendes qu'elles servent à leurs actionnaires (85 et 40 milliards d'euros pour 2010 pour les

entreprises du CAC 40) quand les salaires reculent en net.

Mais, évidemment, il ne trouve qu'un subterfuge médiatisé qui permet de remettre encore davantage en cause la véritable rémunération du travail : le salaire. Cette nouvelle « prime », concernant une petite minorité et d'un montant dérisoire, rentre en concurrence dans les faits et dans les idées avec les salaires. Notre tract de masse

s'est appliqué à dénoncer le coup politique et à rappeler nos propositions fondamentales sur les salaires : augmentation du SMIC à 1600 euros net, rétablissement d'une échelle mobile des salaires suivant les qualifications. La bataille des salaires est au centre des luttes comme le montrent les mobilisations récentes chez Carrefour, Monoprix, PSA ou Air France.

Défense des centres de santé Balard/Beaugrenelle

Priorité de la Ville aux centres de santé ? Vraiment ?

L'offre de soins de premier recours est déficitaire à Paris aussi. Les politiques gouvernementales en sont les premières responsables. Dans ce contexte, la municipalité de Paris communique depuis quelques semaines sur sa volonté d'accroître le nombre de centres de santé dans la capitale. « Très bien ! Enfin ! » aurions nous envie de dire. Mais entre les annonces et les réalités, l'écart est trop important.

Cela s'est vérifié au Conseil de Paris du 11 juillet 2011. Relayant les pétitions locales et l'action des militants communistes, les élus communistes (rejoints même par les élus de droite !) ont dénoncé les fermetures programmées de deux centres de santé municipaux dans le 11^{ème} et le 17^{ème}. La réponse technocratique – « audit médical », « insertion géographique »... - de l'adjoint à la santé, Jean-Marie Le Guen, a en fait confirmé l'absence de toute concertation. La discussion a montré aussi sa définition très élastique des « maisons de santé ».

En tout cas les faits sont là, reconnus: la démographie médicale devient inquiétante à Paris aussi. La responsabilité de cet état de fait est, répétons-le, d'abord celle des politiques gouvernementales successives.

Le nombre de médecins généralistes pour 10.000 habitants est de 9,7 en France. A Paris, il est en moyenne supérieur à 11,7 mais avec trois particularités fortes :

- Une inégalité géographique : la moyenne tombe à 8,3 dans le 19^{ème}, à 9,4 dans le 15^{ème}.

- La présence parmi les patients de nombreux salariés qui travaillent et vont chez le médecin à Paris mais ne sont pas comptés avec les résidents.

- Le taux de médecins pratiquant des honoraires libres (plutôt ne respectant pas les honoraires conventionnels) est le plus élevé de France. C'est le cas de 44% des généralistes à Paris (49% dans le 15^{ème}) contre seulement 11% dans toute la France. Pour les spécialistes, la proportion atteint 73% contre 40% en France.

Oui, l'offre de soins de premier recours à tarif Sécu est bel et bien déficitaire à Paris.

Et ce serait effectivement très bien que la Ville s'en préoccupe, notamment en développant les centres de santé. Mais sérieusement et sans effet d'annonce.

Nouvelles menaces dans le 15^{ème}.

Dans le 15^{ème}, l'opération immobilière « Pentagone » du ministère de la défense va faire disparaître le Centre de santé Balard, à la Porte d'Issy d'ici la fin de l'année.

C'est un centre qui fonctionne pourtant très bien, rassemblant une vingtaine de spécialités. Il accueille aussi bien des militaires que des habitants du quartier, y compris les titulaires de la CMU, à tarifs conventionnés. Le ministère de la défense envisage une réouverture de quelque chose fin 2014...

Vente de la Tour Beaugrenelle: l'argent du logement social n'est pas destiné à acheter du logement social déjà existant et à enrichir un promoteur!

Le promoteur Gecina veut se débarrasser de la Tour Beaugrenelle, 192 logements sociaux « intermédiaires ». Ils les acquis en 1999 parce qu'ils sont enclavés dans son projet d'immense centre commercial. La lutte a permis d'empêcher en 2006 que la Ville de Paris ne lui cède la pleine pro-

priété de l'emprise foncière, ce qui lui aurait pu lui permettre de vendre la tour sur le marché spéculatif.

Du coup, il cherche à la « refiler » à une SA HLM, le groupe « Batigère », avec la garantie financière de la Ville.

Il est inadmissible qu'on apprenne cette opération alors qu'elle est presque ficelée (30 novembre). Batigère va recourir à l'argent du logement social pour cette « acquisition-amélioration ». Deux problèmes sont posés. La vente ne saurait se traduire

par des augmentations de loyer pour quelque locataire que ce soit.

Il serait inadmissible que Gecina, qui n'a pas réalisé la réhabilitation, qui refuse même d'installer le double vitrage au dessus de son chantier, qui ne dispose que de droits de propriété limités s'enrichisse dans l'opération. **Nous proposons le franc symbolique pour ce promoteur, bénéficiaire de tant de largesses municipales.** En tout cas nous serons très attentifs à ces deux aspects avant le Conseil de Paris de septembre.

C'est se moquer du monde dans un projet aussi immense et coûteux. Des milliers de pétitions ont été rassemblées.

Le centre doit être relogé. Ses activités ne doivent pas être interrompues ni son équipe dispersée.

C'est malheureusement ce qui s'est passé pour le **centre médical Beaugrenelle détruit en 2008.** Pluridisciplinaire et conventionné lui aussi, pratiquant le tiers-payant, il accueillait pourtant près de 25.000 patients, représentatifs de toute la population. Mais il a été victime de l'opération immobilière conduite par le promoteur Gecina et... la Ville de Paris via la Semparseine.

Plus de 10.000 pétitions ont été rassemblées. **La bataille se poursuit inlassablement pour la réouverture d'un centre équivalent.**

A l'époque, le prédécesseur de M. Le Guen, Alain Lhostis avait lui aussi utilisé des arguments gestionnaires pour justifier la démolition voulue par les promoteurs mais avait promis la réinstallation d'un centre équivalent à proximité. Nous attendons toujours.

Gecina annonce bien la prochaine création d'un centre médical à quelques centaines de mètres sur la dalle Beaugrenelle mais un centre hautement lucratif, pour un taux de rentabilité maximal et réservé aux malades les plus solvables. Que fait la municipalité dans ce dossier où elle est directement en cause, notamment Anne Hidalgo, première adjointe à l'urbanisme et pilote de l'opération Beaugrenelle depuis le départ ?

M. Le Guen annonce l'ouverture d'un « fonds d'investissement » doté de deux millions d'euros, somme qu'il trouve « considérable ». L'opération Beaugrenelle, c'est 600 millions d'euros ! Il prétend négocier une implantation sur le futur site des Halles (Le Parisien du 30 juin 2011). Faut-il le croire ? Si oui, que propose-t-il pour le Front de Seine dans le 15^{ème} ?

Nous n'acceptons l'idée que les centres de santé ne soient maintenus ou créés que dans les zones les plus désavantagées et réservés aux plus pauvres. Des personnes qui ont difficilement accès, il y en a partout dans la capitale, d'une part. D'autre part, tous les assurés sociaux doivent avoir accès à des soins de qualité au tarif conventionné. Si l'on ne part pas de cette conception, la situation va encore se dégrader pour tous.

La population et les salariés du 15^{ème} ont besoin de leurs centres de santé.

Ensemble exigeons auprès des responsables respectifs le maintien du Centre de santé Balard, la réouverture du Centre de santé Beaugrenelle !

Solidarité avec le peuple grec

Au-delà de l'indignation, la contre-attaque populaire (tract—début juillet)

Le peuple grec subit une politique de régression économique et sociale d'une dureté inouïe, inconnue en Europe de l'ouest depuis des décennies.

Coup sur coup, les salaires et les pensions sont amputés, les impôts lourdement augmentés : TVA, taxe sur le chauffage, impôt dès 680 euros de revenu... Le pays est mis en vente, pour 50 milliards d'euros d'ici 2014. De l'ensemble des services publics aux îles et aux plages susceptibles d'intéresser les multinationales et les grosses fortunes mondiales : tout doit être privatisé. La protection sociale est démantelée. Pour la jeunesse, la perspective devient l'émigration. Pour le pays, le sous-développement.

L'injustice totale de ces mesures soulève un vent de colère, de puissantes manifestations. En quoi donc les travailleurs, les retraités ou les jeunes sont responsables de la dette publique qui sert de prétexte au pillage du pays ? La dette provient des intérêts monstrueux versés à la finance, des cadeaux consentis par les gouvernements successifs aux grandes firmes, vidant les caisses de l'Etat, aux dépenses militaires astronomiques etc...

Le capitalisme se montre sans fard, comme les institutions à son service.

Une « troïka » composée de l'Union européenne, la Banque centrale européenne et du FMI exerce un chantage sur le peuple grec. Le gouvernement grec réagit avec docilité, acceptant l'ingérence, le mépris de la souveraineté de son pays. Il faut dire que les capitalistes grecs détiennent une bonne part de la dette nationale et se réjouissent de la baisse des salaires et des cotisations sociales.

Présenter comme une « aide » l'intervention de l'UE et du FMI est une imposture totale. Outre les sacrifices exigés en contrepartie, cette « aide » correspond à de nouveaux prêts, à des taux juste un peu moins usuraires, gagés sur les autres peuples. On devrait parler d'un nouveau plan d'aide à la finance !

La Grèce ne peut pas payer mais pour les capitalistes européens, le peuple grec doit payer ! Il en va des profits des banques : les banques françaises détiennent 50 milliards d'euros de créances en Grèce, sur lesquelles elles ont déjà gorgé leurs actionnaires de dividendes.

Un défaut de paiement de la Grèce remettrait aussi en cause toutes les politiques d'austérité, de régression, menées dans les autres pays de l'UE et leurs instruments, dont les dettes publiques et l'euro.

"Nous ne laissons pas tomber la Grèce, nous défendons l'euro, c'est notre intérêt à tous" s'exclame l'un des seigneurs de la Grèce, N. Sarkozy. Français, acceptez la casse sociale à notre version, sinon ce sera comme en Grèce menace-t-il !

Plus que jamais, l'heure est à la solidarité entre les peuples face à ses gouvernants nationaux et à l'UE qui coordonne leur politique.

Les adversaires des travailleurs font tout pour les opposer : les peuples du sud seraient des assistés, ceux du nord des égoïstes etc. La réalité, c'est la même politique dans chaque pays. L'UE, ce n'est vraiment pas la recherche de l'amitié entre les peuples !

La question impérieuse, c'est de commencer à mettre en échec, dans chaque pays, cette politique.

Pas d'illusion, cette rupture nécessaire ne viendra pas d'une alternance électorale. En Grèce comme en Espagne, la « gauche », les socio-démocrates, PASOK et PSOE sont au pouvoir et leur politique reçoit le soutien masqué de la droite. Au FMI, Mme Lagarde, UMP, succède à M. Strauss-Kahn, PS.

Il n'y a pas d'illusion non plus à se faire sur les possibilités d'aménagement, de réorientation à « gauche » de l'UE ou du FMI. Cette illusion dangereuse réhabilite ces institutions conçues dans l'intérêt exclusif du capital, hors de portée des peuples, alors qu'en France, comme ailleurs, montent plus que jamais la contestation de la légitimité de l'UE, l'exigence du refus de l'application des traités et des directives européennes. L'euro, qui a fait la preuve de sa nocivité pour les peuples et l'économie, doit être remis en cause en lien avec la remise en cause des dettes publiques et l'exigence de renationalisation démocratique du secteur financier.

« L'indignation » est un sentiment moral, un début de prise de conscience. La révolte est un acte, mais sans perspective. Le pouvoir en Grèce joue les provocateurs violents pour mieux faire passer son plan.

Le Parti communiste grec, KKE, le mouvement syndical PAME dont ses militants font partie, sonnent l'heure de la riposte, de la contre-attaque populaires. Leurs organisations sont solides, construites à la base dans les entreprises et les quartiers. Leur

projet de société est le socialisme. Les communistes grecs jouent un rôle déterminant dans les mobilisations actuelles.

Communistes français, nous leur apportons tout notre soutien.

Le peuple grec n'a pas à payer ! Il peut refuser le diktat de la « troïka ». La « dette » est illégitime. A terme, il faut inverser la politique au service des profiteurs, imposer une politique de développement du pays.

En France de la même façon. Les travailleurs français n'ont pas à accepter la casse des retraites, le rançonnement au nom de la « dépendance », les privatisations etc.

Solidarité avec le peuple grec !



Le syndicat PAME, animé par les communistes, sonne l'heure de la riposte populaire du haut du Parthénon.